

10 000 communes en Bio-Local dans les cantines scolaires



Bilan de l'opération
Janvier 2023

Table des matières

Table des matières	2
1. Rappel des objectifs et de la démarche.....	3
2. Déroulement du projet.....	4
2.1 Rassemblement des parties prenantes et montage du projet	4
2.2 Travail des experts et des partenaires	4
2.3 Structuration de l'opération	5
2.4 Communication et mobilisation citoyenne.....	6
2.5 Recrutement, formation et coordination des citoyens porte-paroles	6
2.6 Démarchage des communes : test de différentes méthodes	7
2.7 Déroulement des échanges avec les élus	8
3. Résultats.....	9
3.1 Chiffres marquants	9
3.2 Description des communes rencontrées	10
3.3 Analyse des données issues des états des lieux réalisés.....	11
3.4 Synthèse des 110 engagements pris par les communes	12
3.5 Liste des documents produits.....	14
4. Analyse de la démarche	15
4.1 Freins identifiés	15
4.2 Leviers identifiés.....	16
5. Conclusion et perspectives	18
6. Remerciements	19

1. Rappel des objectifs et de la démarche

Le « Lobby des Consciences » est une jeune association d'intérêt général, qui vise à aider la société pour faire face à trois défis écologiques majeurs à l'échelle planétaire : le réchauffement climatique, l'érosion de la biodiversité et l'épuisement des ressources naturelles. L'association agit principalement autour de deux axes :

- D'une part, **la sensibilisation des citoyens, des jeunes, des entreprises et des décideurs** aux enjeux écologiques
- D'autre part, **la construction d'opérations concrètes et ciblées** pour aider et inciter la société à agir en profondeur

Pour remplir sa mission sociétale, le Lobby des Consciences met l'intelligence collective au cœur de sa démarche, en fédérant des citoyens, des experts, des ambassadeurs et des partenaires. En 2021 et 2022, l'association a lancé une première opération intitulée « 10 000 communes en Bio-Local dans les cantines scolaires ». L'objectif principal a été de s'adresser aux élus locaux de France pour engager les communes vers une alimentation plus durable pour les enfants d'écoles maternelles et primaires du pays. Derrière cet objectif, il y avait principalement la volonté de privilégier les aliments issus d'une agriculture biologique et produite localement, de réduire le gaspillage alimentaire et la consommation d'aliments carnés.

En 2021, cette opération a été coconstruite avec quatre structures partenaires, qui présentent des compétences complémentaires :

- **Restau'Co**¹ : réseau interprofessionnel de la restauration collective en gestion directe, il représente et accompagne ce secteur.
- **Fondation pour la Nature et l'Homme**² : engagée pour la préservation du patrimoine naturel, le partage équitable des ressources, la solidarité et le respect de la diversité, la FNH a créé avec Restau'Co la démarche Mon Restau Responsable® pour aider les restaurants collectifs à mettre en œuvre la transition écologique.
- **Collectif Les pieds dans le plat**³ : structure qui accompagne les cantines et forme le personnel vers une restauration scolaire bio, locale, de saison et fait maison.
- **Aux Goûts du Jour**⁴ : spécialiste du gaspillage alimentaire, l'association réalise des diagnostics dans les cantines et proposent de nombreuses actions d'éducation alimentaire.



À travers l'opération 10 000 communes en Bio-Local dans les cantines scolaires, nous avons souhaité sensibiliser le plus grand nombre de décideurs locaux aux enjeux écologiques et les mobiliser sur des actions concrètes afin de tendre vers une restauration scolaire véritablement durable.

¹ <https://restauco.fr/>

² <https://www.fnh.org/>

³ <https://www.collectifespiedsdansleplat.org/>

⁴ <http://association-alimentation.fr/>

2. Déroulement du projet

2.1 Rassemblement des parties prenantes et montage du projet

Pour mettre l'intelligence collective au cœur de sa démarche, le Lobby des Consciences a souhaité rassembler autour de lui différentes structures et personnalités. Cette étape a été déterminante dans la réussite du projet. Il s'agit :

- D'un comité d'experts pour garantir le sérieux de la démarche
- De structures partenaires pour consolider l'expertise de l'association, renforcer sa légitimité et appuyer sa communication.
- De célébrités disposant d'une belle image auprès du grand public et/ou d'une capacité importante à communiquer sur les réseaux sociaux
- De centaines de citoyens pour soutenir l'opération, participer à sa coordination ou jouer le rôle de citoyen porte-parole auprès des décideurs locaux

2.2 Travail des experts et des partenaires

L'année 2021 a principalement été consacrée au rassemblement des parties prenantes, ainsi qu'à la coconstruction de l'opération. Un groupe de travail composé de **4 experts de l'association, 4 experts de chaque structure partenaire** spécialiste de la restauration collective, ainsi que **2 coordinateurs** a été mis en place :

- Arthur Grimonpont, co-fondateur des Greniers d'Abondance
- Yohan Hubert, fondateur de Sous les Fraises
- Stéphane Linou, spécialiste de la résilience alimentaire
- Guillaume Dhérissard, fondateur de Sol et Civilisation
- Marie-Cécile Rollin, directrice de Restau'Co
- Patrice Raveneau, coordinateur Mon Restau Responsable à la FNH
- Emmeline Verriest, directrice de Aux Goûts du Jour
- Joey Enée, directeur général chez SCIC Nourrir l'Avenir
- Stéphane Brunner, directeur du Lobby des Consciences
- Nicolas Bertrand, codirecteur du Lobby des Consciences

Composé de compétences complémentaires et de points de vue divergents sur un sujet aussi complexe que celui de l'alimentation dans les cantines scolaires, le groupe a d'abord travaillé et débattu sur l'ensemble des messages clés de l'opération, en combinant différentes contraintes fixées : **la rigueur de l'expertise** nécessaire pour être convaincant auprès des élus, **la prise en compte de l'urgence écologique** décrite par les scientifiques, **la recherche d'objectivité** pour traiter le sujet (éviter le partisanisme et les guerres de chapelles), **le pragmatisme de la réalité** du terrain (notamment la prise en compte des difficultés rencontrées par les communes et du contexte local qui diffère d'un territoire à l'autre) et enfin **le positionnement orienté solution/action** (proposer des choses concrètes).

Le pari de rassembler des sensibilités différentes pour coconstruire une action collective a été gagné. Malgré les divergences d'opinions, le groupe a su trouver un message clair pour proposer des solutions aux communes. Ce dernier a également pu produire différents supports à destination des élus et des citoyens engagés dans l'opération : un rapport d'expertise complet, un résumé à destination des élus, un questionnaire « état des lieux » ainsi qu'une proposition de liste

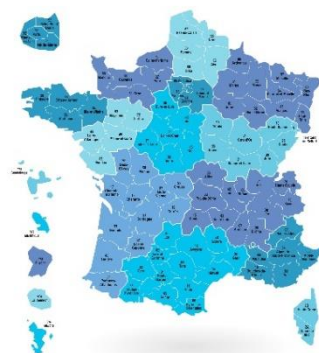
d'actions à mettre en œuvre par les communes. Ces différents supports sont accessibles en ligne sur le site de l'association.

Avant le déploiement de l'opération, les principaux supports ont pu être consolidés puis validés par le comité d'experts de l'association et les 4 partenaires spécialistes de la restauration scolaire.

2.3 Structuration de l'opération

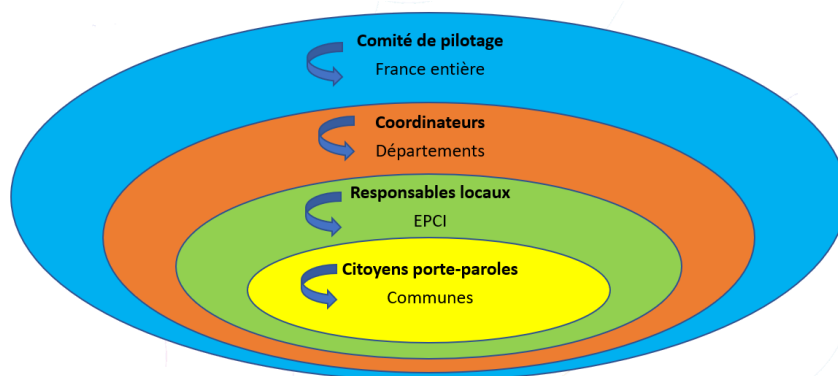
Fin 2021, le Lobby des Consciences a préparé l'arrivée de nombreux citoyens porte-paroles pour toucher le plus grand nombre de communes en France métropolitaine, dans toutes les régions et tous les départements de France.

La France est actuellement découpée en 13 régions et 96 départements. Plus localement, ce sont 34 965 communes qui sont regroupées en 1 253 EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) : 21 métropoles, 14 communautés urbaines, 222 communautés d'agglomération et 997 communautés de communes. Parmi les communes de France, environ 20 000 sont concernées par le sujet de la restauration scolaire. Pour réussir à les toucher, nous avons besoin de nombreux citoyens porte-paroles sur l'ensemble territoire.



Ainsi, nous avons défini une organisation s'appuyant sur **4 types de rôle pour l'ensemble des bénévoles** qui allaient nous rejoindre dans cette aventure :

- **Membre du comité de pilotage** : leur rôle a été d'accompagner l'association sur le pilotage de l'opération, puis de gérer et faire remonter les informations de terrain.
- **Coordinateur départemental** : leur rôle a été de piloter le recrutement, l'accompagnement et le suivi des bénévoles au sein d'un département, puis contribuent en équipe, au bon déroulé des opérations au niveau régional.
- **Responsable local** : leur rôle se situe au niveau d'un EPCI pour gérer le recrutement et le suivi des équipes au niveau local.
- **Citoyen porte-parole** : leur rôle a été de rencontrer en physique les maires ou autres décideurs locaux responsables de la restauration scolaire pour sensibiliser et proposer une liste d'actions concrètes aux communes.



En Septembre 2021, les premiers recrutements des membres du comité de pilotage et des coordinateurs de chaque département ont démarré. Début janvier 2022, nous avons couvert environ 90% des départements de France, en ayant recruté un coordinateur ou une coordinatrice bénévole pour chacun des 96 départements.

Sur la plateforme de notre partenaire jeuxaider.gouv, nous avons pu créer **96 antennes départementales** (cf image ci-contre) ainsi que **1 253 offres de recherche de bénévoles** (une par EPCI). Ces annonces ont été publiées en Janvier 2022, permettant à qui le souhaitait, de nous rejoindre pour booster le Bio-Local dans les cantines scolaires de France.



2.4 Communication et mobilisation citoyenne

Début 2022, l'association a officiellement lancé la communication grand public de l'opération en faisant progressivement appel à ses **différents ambassadeurs ou ambassadrices** (Eric Antoine, Lucie Lucas, Jamy Gourmaud, etc.) dont certains dépassent le million de followers sur les réseaux sociaux. Ils ont relayé des posts spécifiques sur Instagram, Facebook, LinkedIn ou Twitter pour mobiliser leurs communautés respectives (cf exemples de posts⁵). Les **différents partenaires** (Groupe SOS, Réseau Action Climat, MakeSense, etc.) ont également communiqué via différents canaux (newsletter, réseaux sociaux, etc.).

Un **kit de communication pour ambassadeurs et partenaires** a été produit. Une **vidéo promotionnelle s'adressant directement aux élus** et faisant apparaître plusieurs experts et ambassadeurs a été réalisée.

La communication a joué un rôle important dans le succès du projet, principalement pour poursuivre **2 objectifs** :

- La **signature d'une pétition en ligne**⁶ sur la plateforme change.org
- Le **recrutement de citoyens porte-paroles** via la plateforme jeuxaider.gouv

2.5 Recrutement, formation et coordination des citoyens porte-paroles

Le recrutement des membres du comité de pilotage ainsi que les premiers coordinateurs départementaux ont été réalisés par le Lobby des Consciences. Ce sont ensuite les coordinateurs de chaque département, aidés par le comité de pilotage et les salariés de l'association, qui ont eu la charge de poursuivre et gérer les recrutements sur l'ensemble du territoire via la plateforme jeuxaider.gouv

Concernant l'accueil des nouveaux arrivants, nous avons conçu un **kit complet de bienvenue**⁷ et différents **supports de formation** pour accompagner les bénévoles dans leur parcours au sein de l'association (objectifs explicites, supports pédagogiques, conseils, FAQ, etc.). Une **dizaine de formations en ligne** accessibles à tous, ont pu être organisées pour former les bénévoles. L'objectif

⁵ Lucie Lucas : https://www.instagram.com/tv/CYv9B1UMu1B/?utm_source=ig_web_copy_link

Eric Antoine : https://www.instagram.com/tv/CYdo33lqVyb/?utm_source=ig_web_copy_link

Jamy Gourmaud : https://www.instagram.com/reel/CYzpkRIBxaA/?utm_source=ig_web_copy_link

⁶ <http://change.org/10000communes>

⁷ <https://northern-larch-f5b.notion.site/KIT-1-Citoyen-porte-parole-v2-40ffbee3a1644b96acd311ecc6f95fc5>

était de leur donner les moyens suffisants leur permettant d'accomplir leur mission, qu'il s'agisse de recruter ou de conduire des entretiens avec plusieurs élus locaux. En effet, il faut se rendre compte que, pour un citoyen non initié à des sujets complexes tels que l'agriculture, l'écologie, le fonctionnement d'une commune ou d'une restauration scolaire, l'objectif à atteindre n'était pas évident.

Dans l'ensemble, la majeure partie des bénévoles recrutés a fait **preuve d'un engagement fort, de persévérance et de patience** pour accomplir une mission de bénévolat plutôt ambitieuse et difficile.

La coordination de l'ensemble de la communauté a pu être centralisée via un outil de collaboration en ligne (Slack), qu'il a fallu animer, modérer, adapter en même temps que la taille de la communauté augmentait. Au niveau local, les coordinateurs départementaux avaient pour mission d'organiser régulièrement des rencontres physiques ou virtuelles avec les citoyens porte-paroles pour créer du lien, favoriser l'entraide, dynamiser le démarchage des communes et enfin, faire remonter les informations de terrain.

2.6 Démarchage des communes : test de différentes méthodes

Pour démarcher les communes, les citoyens porte-paroles avaient de **nombreux supports et outils** à leur disposition :

- Un mail type de démarchage
- Une vidéo s'adressant directement aux élus, mobilisant experts et ambassadeurs
- Un rapport d'expert complet traitant du sujet du Bio-Local dans les cantines
- Un résumé illustré de l'opération
- Un kit de bienvenue et des supports de formation, incluant une FAQ et des conseils pour aborder les élus
- Un outil de collaboration en ligne pour poser des questions

Deux méthodes ont pu être testées :

- **Le démarchage ciblé** : les citoyens porte-paroles ciblent une commune (généralement celle où ils résident ou une commune à proximité). Ils se renseignent sur celle-ci, son fonctionnement concernant la restauration scolaire (liaison chaude ou froide ? gestion directe ou concédée ? etc.), son niveau d'avancement en termes de Bio-Local, de gaspillage alimentaire, etc. Dans le même temps, ils recherchent aussi qui sont les bons interlocuteurs selon la configuration de la commune : le maire ? l'adjoint au maire ? le délégué aux affaires scolaires ? un salarié de la mairie ? etc. Une fois le travail d'enquête réalisé, le démarchage peut avoir lieu : par mail, par téléphone ou via un déplacement en physique à la mairie.
- **L'emailing** : en regroupant les adresses mails « contact » des mairies, nous avons pu tester l'envoi d'e-mails groupés (avec relance) aux communes pour tenter d'obtenir de nouveaux rendez-vous avec les décideurs. Moins chronophage, cette méthode a permis de démarcher plus largement des communes, même celles géographiquement distantes de nos citoyens porte-paroles.

2.7 Déroulement des échanges avec les élus

Les échanges avec les élus pouvaient se dérouler sur un ou deux rendez-vous, selon le temps dont ils disposaient et la nécessité ou non d'intégrer d'autres décideurs dans la réflexion.

Le premier rdv avait pour objectif de présenter la démarche de l'association, d'échanger sur l'urgence écologique et enfin, faire le point sur le fonctionnement actuel de la restauration scolaire.

Ce bilan se réalisait à travers 20 questions préparées en amont par des experts. Lors des échanges, ces questions permettaient de comprendre comment fonctionne la commune et d'aborder des sujets importants comme le respect de la loi EGalim, la quantité de Bio dans les assiettes, la quantité de Local ou de Bio-Local, le niveau de gaspillage alimentaire, le budget consacré aux denrées alimentaires, la diminution des protéines animales, la sécurité alimentaire, etc.). Elles permettaient également de faire émerger des axes de progression, notamment lorsque les élus avaient des difficultés à répondre à l'une ou plusieurs questions.

A la fin de ce premier rendez-vous, les citoyens invitaient les élus à lire le rapport complet de cette opération et à **étudier la liste d'actions** proposée par le Lobby des Consciences. Cette discussion sur les actions pouvait avoir lieu directement lors du premier échange, ou lors d'une seconde entrevue.

Lorsque le dialogue a pu être créé, **les échanges se sont systématiquement bien déroulés**. Nous avons observé la présence d'un **dialogue constructif**, ainsi qu'un **intérêt fort pour la démarche et les actions proposées**.

3. Résultats

L'opération 10 000 communes en Bio-Local s'est achevée fin décembre 2022. Elle présente un bilan contrasté. D'un côté, nous pourrions dire que les résultats obtenus sont très éloignés des objectifs initialement fixés. En effet, l'ambition de départ était de créer un élan national, dans la continuité de la loi EGalim et d'embarquer des centaines voire milliers de communes vers un cap plus durable en matière de restauration scolaire. Force est de constater que cela n'a pas été le cas. D'un autre côté, le bilan est assez exceptionnel pour une jeune association qui a seulement 2 ans et demi d'existence, qui s'est lancée dans un projet extrêmement ambitieux et qui a fonctionné avec des moyens financiers très limités. Nous présentons ici l'ensemble des résultats de l'opération.

3.1 Chiffres marquants

20 experts, 16 ambassadeurs et 8 structures partenaires impliqués dans l'opération

407 bénévoles recrutés via notre partenariat avec la plateforme jeveuxaider.gouv

6640 soutiens obtenus sur la plateforme change.org (<http://change.org/10000communes>)

2050 mairies démarchées

- 400 par la démarche ciblée
- 1650 par l'emailing

50 communes touchées via l'obtention de rdv avec des élus locaux (45 communes via le démarchage ciblé, 5 communes via l'emailing).

- Plus de **80 élus locaux** rencontrés
- **43 états des lieux** réalisés
- **19 formulaires d'actions** remplis
- **110 engagements** différents pris par des communes



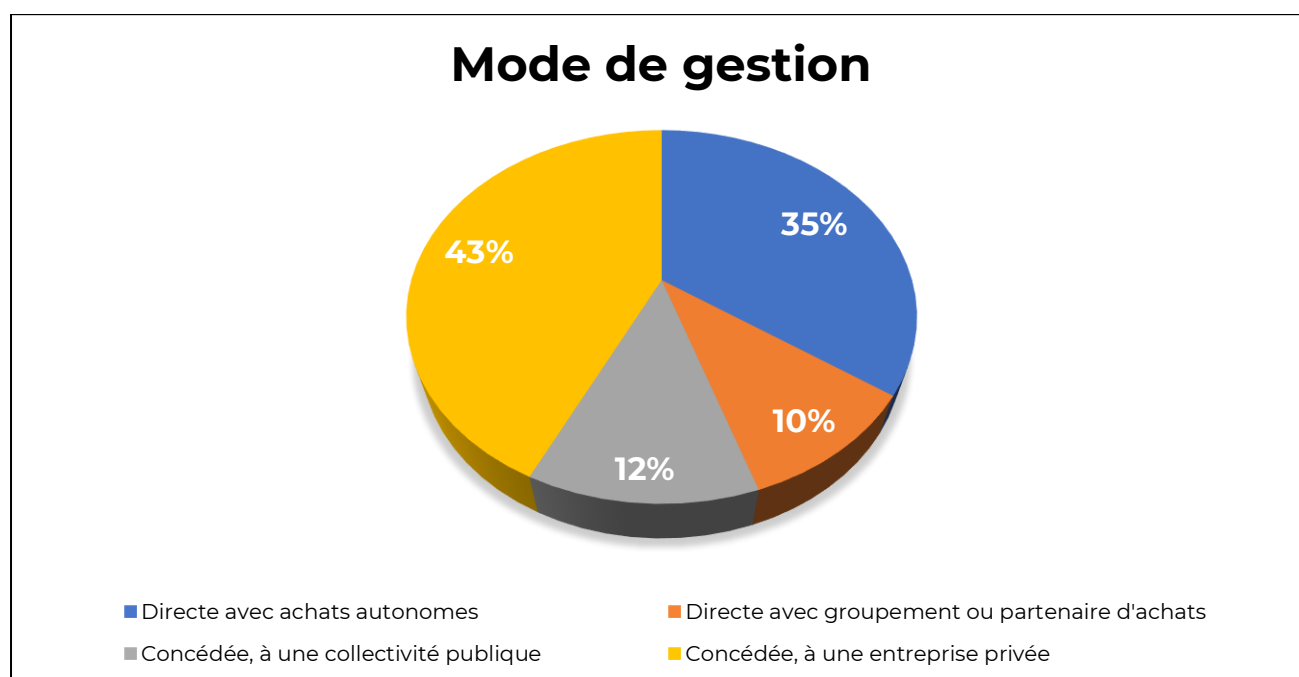
*Positionnement géographique des 407 bénévoles recrutés (image de gauche)
et des 50 communes touchées (image de droite)*

Parmi les 50 communes touchées, toutes n'ont pas souhaité ou pu prendre du temps pour aller plus loin dans la démarche. **86% d'entre elles ont accepté de réaliser un état des lieux** via notre questionnaire et **38% d'entre elles sont allées jusqu'à s'engager sur des actions concrètes**.

3.2 Description des communes rencontrées

Les citoyens porte-paroles ont réussi à réaliser un état des lieux avec **43 communes**. Voici une courte présentation des informations récoltées pour comprendre quelles situations ils ont pu rencontrer sur le terrain.

Nombre de repas servis par jour dans les communes rencontrées			
Minimum	Maximum	Moyen	Total
70	23000	2400	103 470



Type de distribution

46% préparé et servi sur place

54% livré par un prestataire

Type de liaison

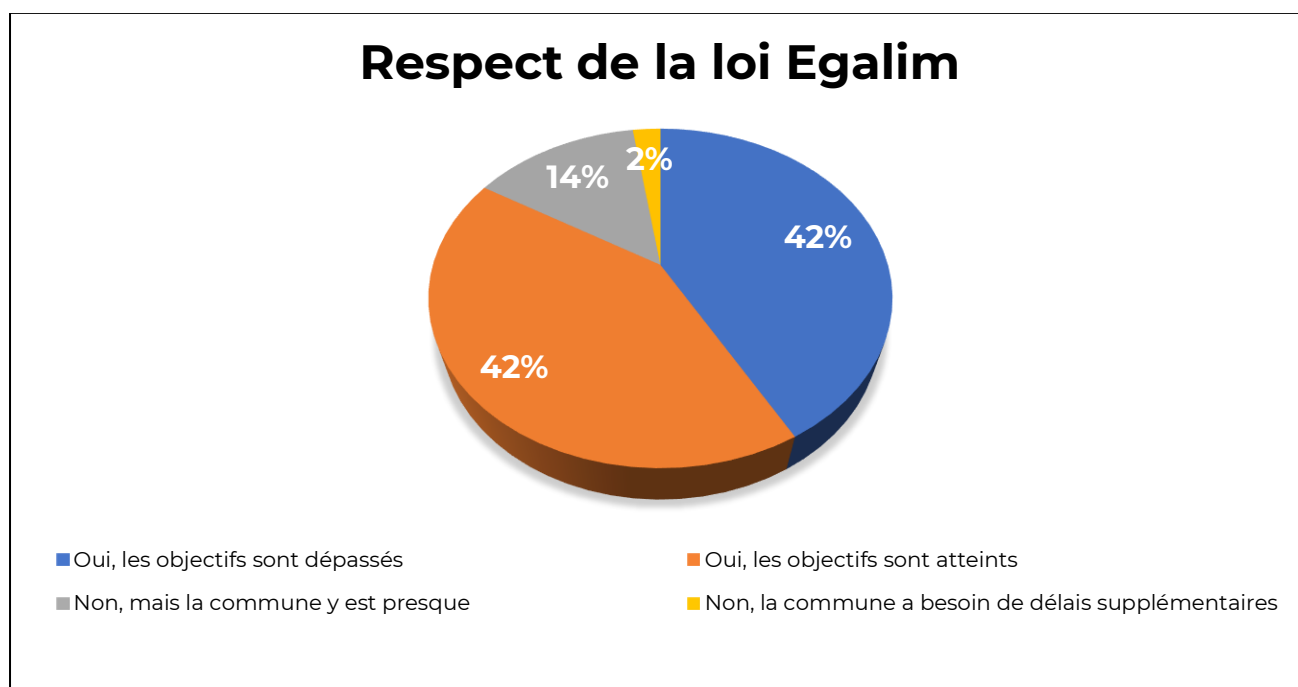
37% liaison chaude

63% liaison froide

Démarche de labélisation

53% ne sont pas dans une démarche de labélisation

47% sont dans une démarche de labélisation (19% Ecocert, 9% Mon Restau Responsable, 7% Territoire Bio Engagé, 12% Autre)



3.3 Analyse des données issues des états des lieux réalisés

L'échantillon (43 communes) est bien trop réduit pour faire des statistiques et extrapoler ces résultats comme une tendance générale. Néanmoins, nous produisons cette analyse pour comprendre et identifier ce que l'opération a pu donner comme résultat sur le terrain et montrer la diversité des situations rencontrées.

Le suivi des aliments servis dans les assiettes des enfants

Près de **20% des communes rencontrées ne connaissent pas encore la part de Bio** et plus de **30% des communes ne connaissent pas encore la part de Local**. Il y a un nombre non négligeable de communes qui ne sont pas vraiment conscientes de ce qui est servi dans les assiettes. Lorsqu'il y a un suivi, il s'opère souvent de manière séparée. Ainsi, plus de **50% des communes sondées ne connaissent pas encore la part de Bio ET Local**, laissant la porte ouverte à du local qui n'est pas bio ou du bio qui vient de l'autre bout de la planète.

⇒ Sur cet échantillon de communes, la proposition d'améliorer le suivi et la traçabilité des produits servis dans les assiettes semble donc pertinente pour la moitié d'entre elles.

Le gaspillage alimentaire

Plus de **50% des communes sondées (23 précisément) ne connaissent pas le niveau de leur gaspillage alimentaire**. Alors que les questions budgétaires sont centrales dans la gestion des

communes et des restaurants scolaires, les économies potentiellement réalisables grâce à la réduction du gaspillage ne sont pas clairement identifiées dans de nombreuses situations.

⇒ Sur cet échantillon de communes, la proposition de réaliser un diagnostic de gaspillage alimentaire semble donc pertinente pour la moitié d'entre elles.

Le budget consacré à l'achat de denrée alimentaire pour la production des repas

Parmi les 43 communes sondées, **seules 23 (soit 53%) ont été capables de fournir une estimation du budget alloué à l'achat de nourriture** pour la production des repas. Il s'agit principalement de celles qui fonctionnent en gestion directe, les autres ayant rarement accès à cette information détenue par leurs prestataires. La moyenne observée s'élève à 1,93€, budget légèrement en dessous du minimum préconisé dans le cadre de l'opération pour proposer une restauration scolaire durable (fixé à 2€/repas, seuil à partir duquel il existe plusieurs exemples de communes en France atteignant un niveau très élevé de Bio-Local).

⇒ Sur cet échantillon de communes, la proposition d'augmenter le budget denrées alimentaires par repas semble pertinente (ainsi que la proposition de réduire le gaspillage alimentaire et la consommation de produits d'origine animale pour dégager des économies et les réinjecter dans l'achat d'aliments bio et locaux)

Le besoin d'aide pour progresser

Environ 25% des communes sondées (soit 11 communes), ont déclaré ne pas avoir besoin d'aide pour progresser (ni financière, ni technique, ni collaborative). En revanche, **75% des communes (soit 32) ont manifesté le besoin d'être aidées** sur différents aspects : 23 communes pour une aide financière (en investissement et/ou en fonctionnement), 17 pour une aide technique et 14 pour une aide collaborative.

⇒ Sur cet échantillon de communes, la proposition d'apporter une aide collaborative (en rejoignant un réseau existant) et/ou technique (en étant accompagné par l'un de nos partenaires selon les besoins de la commune) semble pertinente.

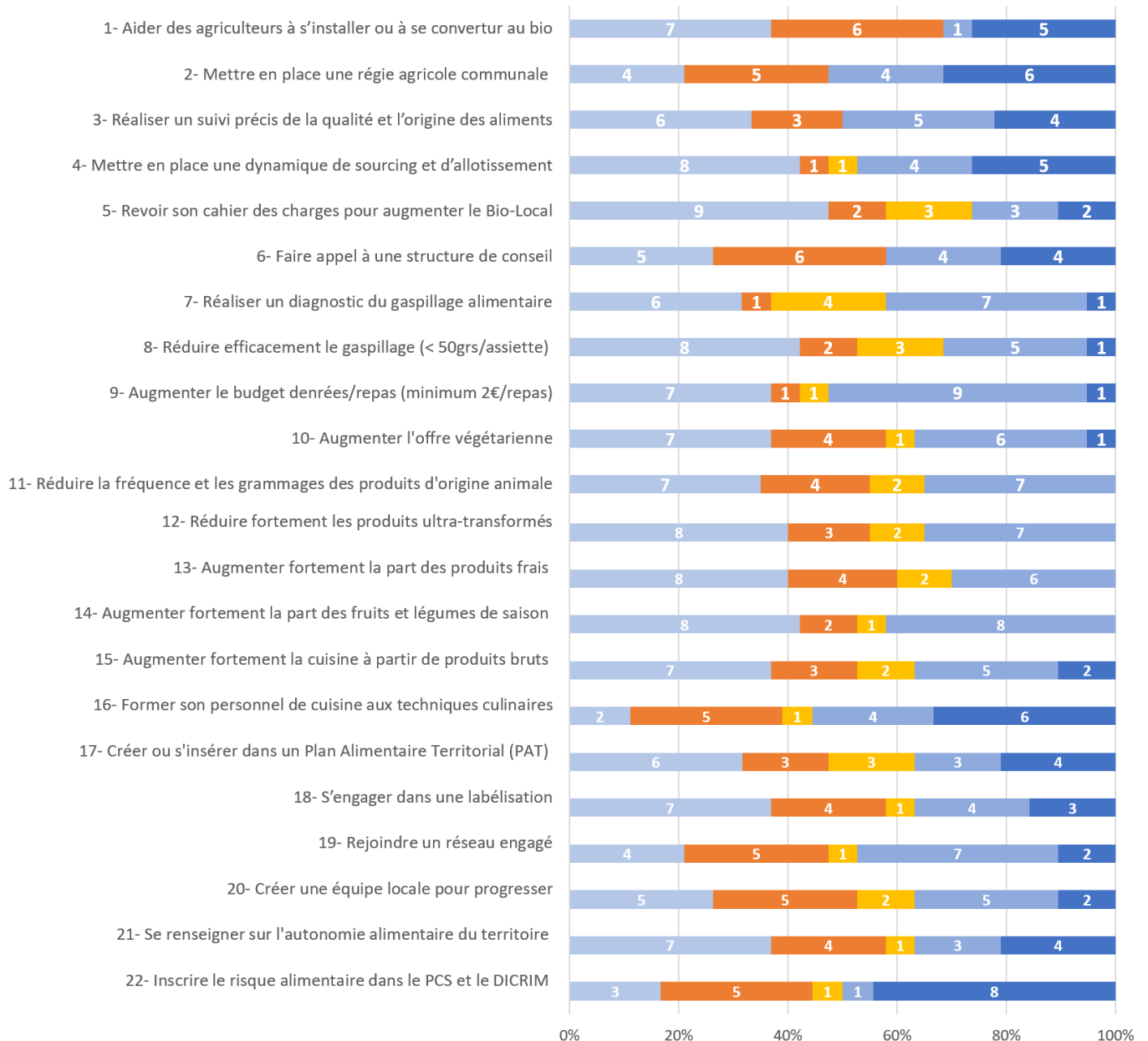
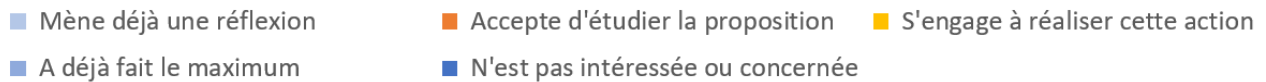
3.4 Synthèse des 110 engagements pris par les communes

Lors des échanges avec les citoyens porte-paroles, les décideurs locaux étaient invités à lire le rapport complet de l'opération, puis à s'engager sur une liste de 22 actions concrètes, élaborées par nos experts. Pour chacune de ces actions, 5 choix étaient proposés :

1. La commune mène déjà une réflexion
2. **La commune accepte d'étudier la proposition**
3. **La commune s'engage à réaliser cette action**
4. La commune a déjà fait le maximum
5. La commune n'est pas intéressée ou concernée

Ce sont les choix 2 et 3 (en orange et jaune sur le tableau de la page suivante) qui constituent le cœur de notre opération, l'objectif étant d'engager le plus grand nombre de communes sur de nouvelles réflexions ou nouvelles actions. Sur les 43 communes rencontrées, **19 d'entre elles (soit 44%) sont allées jusqu'à remplir et signer le document proposé pour formaliser leurs engagements.**

Liste d'engagement des communes



Pour analyser ces résultats, nous avons procédé au calcul suivant : 19 communes ayant reçu chacune 22 propositions d'actions, cela représente un total de 418 actions possibles (19*22). A partir de ce chiffre, nous avons pu mesurer les perceptions et les réflexions en cours de ces communes.

Dans 33% des cas (139 sur 418), des réflexions étaient déjà en cours.

Dans 26% des cas (110 sur 418, en orange et jaune sur le schéma ci-dessus), **le Lobby des Conscience a permis de créer de nouveaux engagements** : 78 pour démarrer une nouvelle réflexion et 32 pour réaliser une action.

Enfin, dans 40% des cas (161 sur 418), la situation semble figée, soit parce que la commune pense avoir déjà fait le maximum, soit parce qu'elle n'est pas intéressée ou concernée par l'action.

Nous retenons que toutes les actions proposées ont suscité un intérêt (aucune action n'a fait l'objet d'un désintéressement total de la part des mairies).

3.5 Liste des documents produits

Voici la liste des documents ou supports produits dans le cadre du projet. Ils sont pour la plupart disponibles en téléchargement sur le site web de l'association.

- 1 Rapport d'expertise (40 pages)

- 1 Résumé du projet (4 pages)

- 1 Questionnaire « état des lieux »

- 1 Liste d'actions pour les communes

- Des supports de formation pour citoyen porte-parole

- 1 Vidéo ambassadeurs et experts

- 1 Rapport de synthèse

4. Analyse de la démarche

4.1 Freins identifiés

Une mission plutôt difficile

La mission confiée aux citoyens porte-paroles était ambitieuse et loin d'être évidente.

Pour la plupart d'entre eux, le sujet de la restauration scolaire était inconnu ou presque. Il leur a fallu en peu de temps apprendre les enjeux, les principaux freins et solutions envisageables pour se sentir en capacité de rencontrer des élus locaux et aborder des axes de progression avec eux. Certains d'entre eux ont accompli leur mission de façon solitaire, parfois face à plusieurs élus ou décideurs locaux.

La principale difficulté a été d'obtenir des rendez-vous avec les décideurs, quelle que soit la méthode employée. En effet, le démarchage ciblé (recherche du bon interlocuteur, mail, téléphone et/ou déplacement en physique, etc.) a partiellement fonctionné : malgré les efforts fournis, le taux d'acceptation de la part des mairies reste très bas (en moyenne, environ 1 citoyen porte-parole sur 10 a réussi à obtenir un rdv). Pour bon nombre d'entre eux, il y a eu une déception importante en voyant que leur volonté de contribuer à la vie de la cité et à l'accélération de la transition écologique n'a pas été récompensée par l'ouverture d'un dialogue qui se voulait constructif. Le démarchage par emailing a permis d'obtenir quelques rendez-vous supplémentaires, mais les boîtes mails des mairies étant globalement surchargées, les retours ont été assez faibles. Plusieurs hypothèses peuvent être formulées pour expliquer ces difficultés : manque de temps/disponibilité des élus ? manque de sensibilité ou de connaissances sur les enjeux écologiques ? mauvais timing dans l'agenda politique ? a priori sur l'association ou l'opération ? sentiment d'avoir déjà fait le maximum ? absence de remise en question du fonctionnement de la commune ? Il est assez probable que les raisons soient un mélange de tout cela.

Le dernier point à soulever relève de l'aspect temporel. Alors que la tendance actuelle pour le bénévolat en France consiste à proposer des missions courtes aux citoyens, l'investissement des bénévoles s'étalait sur plusieurs mois. Ils ont dû faire preuve de patience et garder une motivation suffisamment intacte pour accepter le rythme des mairies. En effet, les délais de relances et de réponses, d'obtention de 1^{er} puis de 2nd rendez-vous le cas échéant, et enfin les délais de réception des documents étaient parfois très longs.

De notre point de vue, **de nombreux ingrédients étaient réunis pour booster la motivation des communes** à tendre vers une restauration scolaire plus durable : la loi EGalim (applicable depuis janvier 2022), le travail de nos experts à destination des élus, les pistes d'actions proposées, des citoyens disponibles pour sensibiliser sur les enjeux, des partenaires spécialistes de la restauration collective proposant des accompagnements, etc. Il est regrettable que dans l'ensemble, les portes des mairies n'aient pas pu s'ouvrir davantage.

Des financements trop limités

Alors que nos besoins financiers pour conduire l'opération dans de bonnes conditions étaient estimés à plus de 200 000 euros (budget déjà très limité pour coordonner une opération d'ampleur nationale), **l'association n'a finalement pu disposer que d'une enveloppe d'environ 110 000 euros** pour financer la construction et le déploiement du projet. Nous avons pourtant sollicité de nombreux organismes tels que des fondations, des collectivités et des entreprises ou le grand public via notre campagne de crowdfunding pour débloquer les fonds dont nous avons

besoin. Malgré le manque de financement, l'association a souhaité garder des objectifs ambitieux et a fait le maximum pour mettre en place cette aventure humaine, sociale et environnementale.

A titre d'exemple, **un budget plus conséquent aurait pu nous permettre d'avoir un impact plus grand encore** : tout d'abord, pour améliorer l'efficacité de notre communication et mieux « utiliser » la notoriété de nos experts, ambassadeurs et partenaires. Ensuite, pour avoir les moyens (RH) de mieux accueillir, coordonner et suivre les nombreux citoyens qui ont pu nous rejoindre en 2022. Enfin, pour rémunérer les experts et partenaires impliqués dans l'opération et obtenir une participation plus forte de leur part à différentes étapes du projet (disponibilité pour une apparition médiatique ou pour échanger en direct avec les communes intéressées).

4.2 Leviers identifiés

Des enseignements et une démarche inspirante

Dans la mécanique proposée par le Lobby des Consciences qui s'appuie sur 4 piliers (experts, ambassadeurs, partenaires et citoyens), de nombreuses choses ont bien fonctionné et pourront inspirer les futures actions de l'association. Par exemple, l'intelligence collective mise au cœur de la démarche a permis une collaboration constructive entre les experts et les structures partenaires. Les ambassadeurs ont bien joué le jeu en communiquant sur leurs réseaux sociaux et ont contribué à toucher des milliers de personnes. Le recrutement des citoyens porte-paroles a également bien fonctionné. Enfin, l'approche pacifique, constructive, apaisante et orientée solution a été globalement appréciée par les élus rencontrés.

Grâce à cette opération, nous avons aussi identifié des axes d'amélioration pour augmenter l'efficacité de la méthode. En effet, nous aurions pu privilégier un déploiement plus progressif dans les territoires, nous appuyer davantage sur les acteurs locaux existants ou porter plus d'attention à l'accompagnement et au suivi des actions dans le temps.

De nombreux citoyens disponibles et motivés

Tout au long de l'opération, nous avons pu nous appuyer sur de nombreux citoyens bénévoles, soucieux des enjeux écologiques et volontaires pour jouer un rôle dans la transformation de la société. Ils ont occupé des fonctions spécifiques dans le cadre de l'opération (membre du comité de pilotage, coordinateur départemental, responsable local ou citoyen porte-parole) ou au sein de l'association (équipe communication, vie de l'association et recherche de financement). En deux années, ce sont plus de 800 candidatures que nous avons reçues. Nous avons finalement intégré plus de 450 bénévoles dans notre aventure (dont 407 spécifiques à l'opération).

C'est un très bon signal. En effet, les citoyens joueront un rôle essentiel dans la réussite de la transition écologique, qui aura probablement du mal à voir le jour sans une dynamique sociale forte.

Un potentiel important de progression dans les territoires

La réduction des produits d'origine animale, la réduction du gaspillage alimentaire, le développement d'une agriculture bio et locale, la formation et la revalorisation du métier de cuisinier, l'éducation alimentaire des enfants, sont autant de leviers massivement actionnables pour progresser en matière de restauration scolaire. Nous l'avons vu dans le cadre de cette opération : de nombreux exemples inspirants ont vu le jour ces dernières années en France et

montrent qu'il est possible d'atteindre des niveaux élevés de Bio-Local en maîtrisant son budget. Récemment, la loi EGalim a également créé un élan et des réflexions dans les territoires.

La marge de manœuvre reste encore extrêmement élevée pour progresser. Des moyens doivent être engagés pour d'une part, sensibiliser les élus, le personnel, les élèves et les parents d'élèves, d'autre part augmenter la volonté (politique) pour fixer des objectifs ambitieux et enfin mobiliser l'ingénierie pour faire les bons choix et optimiser l'ensemble des critères économiques, écologiques et sociaux pour la production des repas.

5. Conclusion et perspectives

Même s'il y a des signaux positifs, la société ne semble pas encore tout à fait prête à bouger.

Certes, la sensibilité aux enjeux écologiques a progressé ces dernières années, mais c'est encore insuffisant. En effet, une grande majorité de scientifiques, ceux du GIEC en tête, ne cesse de répéter qu'il y a urgence et qu'il nous reste peu de temps pour agir face au réchauffement climatique, la chute de la biodiversité et l'appauvrissement des ressources naturelles. Alors que le sujet est de plus en plus abordé par les médias, nous pourrions nous attendre à une plus grande inquiétude et une plus grande mobilisation de la part des décideurs et des citoyens. Force est de constater que ce n'est pas encore le cas.

Dans le cadre de cette opération, **les décideurs locaux (pour la majorité d'entre eux), n'ont pas accepté le dialogue qui se voulait pacifique et constructif.** Ils restent pour la plupart difficiles d'accès pour des raisons parfois légitimes (surcharge de travail, mauvais timing politique, etc.) et parfois moins (manque de connaissance/sensibilité à l'urgence écologique, manque d'ouverture à l'autocritique, perception erronée d'avoir déjà fait le maximum, etc.). C'est dommage. C'est aussi un peu frustrant pour tous ceux qui se sont impliqués pleinement dans ce projet. Certes, la loi EGalim a permis de poser un cadre, mais il semble que la grande majorité de ce qui est servi aujourd'hui dans les assiettes des enfants n'est ni bio, ni local, ni durable, que le gaspillage alimentaire est important et qu'il y a encore une consommation élevée de produits d'origine animale.

S'il devait y avoir un autre regret, ce serait de **ne pas avoir pu disposer des financements nécessaires pour déployer le projet dans de bonnes conditions**, et ce, malgré les nombreux efforts fournis pour trouver des fonds. Avec des moyens limités, nous avons proposé un rapport d'expert à destination des élus, une liste d'actions concrètes, des partenaires disponibles pour accompagner, et enfin une approche constructive pour ouvrir le dialogue entre les citoyens et les élus. Nous constatons que la transition semble avoir démarré dans les territoires mais qu'elle reste difficile. **Il faut davantage de volonté et de moyens, que ce soit au niveau local ou à grande échelle.**

En revanche, il y a des éléments réjouissants. Les citoyens, de plus en plus nombreux, souhaitent jouer un rôle dans la transition. C'est ce que nous avons pu constater avec le nombre de citoyens porte-paroles qui a rejoint notre opération (c'est aussi vrai pour d'autres initiatives récentes liées à la cause environnementale). Lorsque le dialogue a pu s'ouvrir, les échanges ont été constructifs et ont souvent débouché sur de nouvelles réflexions ou engagements permettant de faciliter la transition. **Nous avons tout de même réussi à provoquer 110 engagements dans les communes, ce n'est pas rien !** Nous avons aussi constaté que de nombreuses pistes pour progresser étaient déjà à l'étude dans les communes rencontrées, c'est aussi un signal positif. Il faut donc poursuivre collectivement la sensibilisation et la recherche de solutions.

Nous remercions du fond du cœur tous les experts, les ambassadeurs, les partenaires et les citoyens qui ont soutenu ce projet. Sans eux, l'opération n'aurait jamais pu voir le jour. Suite à cette belle expérience, l'association est plus que jamais convaincue que **la transition se joue dans les esprits de chacun** : la façon de percevoir le monde et ses enjeux, penser son rôle et celui des autres et remettre en question ses propres valeurs et comportements. **C'est pourquoi, le Lobby des Consciences lance en 2023 un nouvel atelier d'éveil et de sensibilisation aux enjeux écologiques : Planète Ressource.** Notre nouveau défi est de faire de cet atelier un véritable catalyseur de la transition !

Nicolas BERTRAND & Stéphane Brunner
Co-fondateurs du Lobby des Consciences

6. Remerciements

Nous remercions toutes les personnes et les structures qui se sont impliquées de près ou de loin dans la réussite du projet :

Coordination générale : Stéphane Brunner & Nicolas Bertrand.

Expertise (les experts du groupe de travail, du comité ou d'appui à la relecture) : Arthur Grimonpont, Guillaume Dhérissard, Yohan Hubert, Stéphane Linou, Marie-Cécile Rollin, Patrice Raveneau, Emmeline Verriest, Joey Enée, Aurélien Bigo, François Gemenne, Claude Garcia, Virginie Raison-Victor, Matthieu Ricard, Valérie Cabanes, Arthur Keller, Aurélie Piet, Thibaud Griessinger, Laetitia Ouillet, Jean-Pierre Goux, Coline Robert, Sébastien Bohler, Andréa Rigal-Casta, Olivier Vidal, Thierry Doré.

Communication (les ambassadeurs) : Éric Antoine, Lucie Lucas, Jamy Gourmaud, Guillaume Gomez, Alain Bernard, François Trinh-Duc, Florence Masnada, Jean-François Clervoy, Hélène Médigue, Laëtitia Eïdo.

Coconstruction de l'opération (les partenaires)



FONDATION
POUR LA NATURE
ET L'HOMME



Financement (les partenaires)



Communication (les partenaires)



Enfin, nous remercions tous les citoyens impliqués, par leur engagement bénévole ou leur soutien financier. Il s'agit des membres du comité de pilotage, des coordinateurs départementaux, des responsables locaux, des citoyens porte-paroles, des bénévoles internes, des adhérents, des donateurs ou des personnes qui ont soutenu notre campagne de crowdfunding. Un grand merci à tous !



@lobbydesconsciences



@lobby_des_consciences



@LobbyDesConsciences



**Lobby des
Consciences**

www.lobbydesconsciences.org